

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 23/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France

unité Panneaux composites
1, rue Roger Salengro
59264 Onnaing

Références : NE.V2.2025.112

Code AIOT : 0007000782

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2025 dans l'établissement ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France implanté unité Panneaux composites 1, rue Roger Salengro 59264 Onnaing. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un arrêté préfectoral imposant des mesures conservatoires a été pris le 09/02/2024 en lien avec le risque incendie. L'objectif de la présente inspection est de vérifier si les mesures conservatoires prescrites ont été mises en œuvre par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France

- unité Panneaux composites 1, rue Roger Salengro 59264 Onnaing
- Code AIOT : 0007000782
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France est implantée à Onnaing dans une zone d'aménagement concerté (ZAC).

L'établissement a pour principale activité la fabrication et la découpe des panneaux isolants, comprenant une mousse entre deux parements métalliques galvanisés pré-laqués.

La ligne continue réalise des panneaux d'isolation avec parements d'acier destinés au bardage des bâtiments industriels, commerciaux, de loisirs et de stockage ainsi qu'à la réalisation de locaux à température contrôlée utilisés dans l'industrie agroalimentaire.

A ce titre, la société possède plusieurs installations autorisées au titre de la législation relative aux installations classées par l'arrêté préfectoral du 5 février 2003.

Les installations relèvent de la directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles dite « IED ».

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Séparation de l'aire extérieure 1 de stockage	AP de Mesures Conservatoires du 09/02/2024, article 2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Défense extérieure contre l'incendie	AP de Mesures Conservatoires du 09/02/2024, article 2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	AP de Mesures Conservatoires du 09/02/2024, article 2.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Hauteur de stockage	AP de Mesures Conservatoires du 09/02/2024, article 2.1	Sans objet
4	Besoin en eau d'extinction incendie	AP de Mesures Conservatoires du 09/02/2024, article 2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant a mis en œuvre les prescriptions en lien avec le risque incendie issues de l'arrêté préfectoral imposant des mesures conservatoires du 09/02/2024, notamment :

- la mise en place des réserves d'eau d'extinction incendie,
- la séparation des stockages,
- une hauteur maximale de stockage.

Cependant, l'inspection constate des manquements en ce qui concerne le confinement des eaux d'extinction incendie. Les bordures (ou réhausse) que l'exploitant s'est engagé à installer ne sont pas présentes et les boudins constatés sur place ne semblent pas remplir la fonction de "contenir les eaux d'extinction". Par ailleurs, le site se situe à proximité immédiate d'un bois. Sur ce dernier point l'inspection demande à l'exploitant de :

- détailler les mesures en place actuellement pour confiner les eaux d'extinction incendie et de mettre en place des mesures transitoires nécessaires si le risque de débordement vers le bois est avéré ;
- de respecter le calendrier des travaux définitifs permettant ce confinement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Hauteur de stockage

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 09/02/2024, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Article 2.1 - Hauteur de Stockage La hauteur de stockage des produits finis stockés en extérieurs ne peut dépasser 2,5 mètres.
Constats : L'inspection a visité l'aire de stockage extérieure et a constaté que les colis de produits finis ne dépassaient pas 2.5 mètres de hauteur. L'exploitant a indiqué avoir réalisé une note d'information à destination de l'ensemble du personnel sur ce sujet. De plus, un mode opératoire a été créé le 20/03/2024, référencé PS 08 009 et intitulé "Mode opératoire technique et sécurité - Opérateur expéditions". Dans ce mode opératoire, il est précisé la hauteur de stockage à respecter (correspondant à la superposition de deux colis pleins ou de plusieurs colis non pleins) ainsi que les allées réservées au stockage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Séparation de l'aire extérieure 1 de stockage

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 09/02/2024, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Article 2.2 - Séparation de l'aire extérieure 1 de stockage

<p>L'aire extérieure 1 correspond à la surface de stockage des produits finis de 7000 m² située en extérieur à l'ouest du bâtiment de production.</p> <p>Le stockage de l'aire extérieure 1 est séparée en deux zones de stockage par un mur REI 120. Celui-ci mesure 170 m de longueur et possède une hauteur dépassant d'au moins 50 cm la hauteur maximale de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un mur séparant les deux aires de stockage. Ce dernier dépassait en hauteur les stockages de produits finis.</p> <p>En salle, l'inspection a eu accès aux documents de travaux de réalisation du mur, indiquant ses dimensions (170 mètres de longueur), sa hauteur (3 mètres) et son caractère coupe-feu 2 heures.</p> <p>Cependant, les documents consultés le jour de l'inspection ne permettent pas d'établir précisément le caractère "R" (résistance et stabilité au feu) du mur séparatif.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le justificatif attestant du caractère REI 120 du mur séparatif.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Défense extérieure contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 09/02/2024, article 2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.3 - Défense contre l'incendie</p> <p>La quantité d'eau mise à disposition pour l'extinction doit être au minimum de 900m³ utilisables pendant 2 heures (soit un débit de 450m³/h) pour le stockage extérieur et de 720 m³ utilisables pendant 2 heures pour le bâtiment (soit un débit de 360 m³/h).</p> <p>Les points d'eau incendie (PEI) sont implantés, signalés, numérotés et entretenus conformément aux dispositions reprises dans le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du département du Nord.</p> <p>Les points d'eau incendie permettant de délivrer le débit ou le volume calculé pour assurer les opérations d'extinction doivent être situés en dehors des flux thermiques de 3kW/m².</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de 2 réserves d'eau d'extinction incendie souples, respectivement de 170 m³ et 180 m³.</p> <p>L'exploitant a également indiqué que 2 poteaux extérieurs étaient présents permettant de délivrer 120 m³/h chacun.</p> <p>A l'intérieur du périmètre de l'établissement, plusieurs poteaux incendie internes sont présents et sont en capacité de délivrer :</p>

<p>- 142 m³/h pour le poteau n°1 - 143 m³/h pour le poteau n°2 - 36 m³/h pour le poteau n°3</p> <p>en simultané. Le dernier relevé de pression a été réalisé par la société SMS, le 02/09/2022. Cette attestation a été consultée par l'inspection et confirme les débits indiqués ci-avant.</p> <p>En sommant ces différentes capacités (170+180+142x2h+143x2h+36x2h), on obtient une quantité d'eau de 992 m³. Ce volume est supérieur à la quantité d'eau prescrite pour le stockage extérieur. Concernant le volume d'eau pour le bâtiment, ce dernier n'a pas été vérifié. L'inspection, a cependant constaté des travaux en cours sur la réserve d'eau du système d'extinction automatique du bâtiment.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui décrire les moyens d'extinction incendie pour l'intérieur du bâtiment et de s'assurer de disposer du volume d'eau d'extinction incendie suffisant pour le bâtiment sous trois mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Besoin en eau d'extinction incendie

<p>Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 09/02/2024, article 2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.4 - Besoin en eau d'extinction incendie Pour répondre au besoin en eau du calcul D9, une réserve incendie de 350 m³ est installée pour atteindre la quantité d'eau citée à l'article précédent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de deux bâches souples installées en extérieur du bâtiment et disposant d'un volume respectif de 170 m³ et de 180 m³. Des prises d'eau pour les pompiers sont installées. Les deux bâches étaient remplies le jour de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

<p>Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 09/02/2024, article 2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Article 2.5 - Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Les eaux d'extinction incendie susceptibles d'être polluées doivent être confinées sur le site. Pour cela, l'exploitant met en place :

- deux réhausses de 20 cm au niveau du point le plus bas du site (au niveau de la zone déchet) pour arrêter l'écoulement gravitaire ;
- une vanne manuelle ou un ballon obturateur pour permettre de contenir les eaux d'extinction sur le site.

Constats :

L'inspection a constaté la présence d'un ballon obturateur au niveau de la zone déchet. Son fonctionnement n'a pas été vérifié.

Concernant la mise en place de réhausses de 20 cm au niveau du point le plus bas du site (au niveau de la zone déchet) permettant d'arrêter l'écoulement gravitaire des eaux d'extinction d'incendie, elles n'ont pas été installées. A la place, l'inspection a constaté la présence de boudins absorbants, le long de la bordure du site (face Est), côté zone déchet, qui est accolée à un bois. La mise en place de ces boudins absorbants n'est pas satisfaisante et ne saurait contenir les eaux d'extinction incendie en cas de sinistre.

Par ailleurs, l'inspection a constaté plusieurs fissures dans le béton à cet endroit-là, des infiltrations dans les sols sont également possibles.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que des travaux d'envergures sont prévus à cet endroit-là, notamment pour créer un bassin de tamponnement pour les eaux pluviales afin de soulager la station urbaine d'épuration. Plusieurs études (bureau d'étude et agence de l'eau) sont en cours afin de vérifier l'applicabilité du projet et de s'assurer du coût total des travaux (le coût dépend notamment du type de pollution constatée des terres excavées). Ces derniers seraient prévus à l'été pendant l'arrêt pour maintenance du site.

Postérieurement à la visite, l'exploitant a confirmé à l'inspection la réalisation de ces travaux à l'été 2025, un devis a été présenté à l'inspection et l'exploitant s'est engagé à terminer ses travaux pour le 11 juillet 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui indiquer précisément comment sont actuellement confinées les eaux d'extinction incendie des stockages extérieurs en cas de sinistre (volume, lieu, cheminement...) et en particulier de préciser les mesures temporaires qu'il compte mettre en œuvre afin de retenir ces eaux en attendant les travaux. Ces éléments devront parvenir à l'inspection sous 15 jours.

L'inspection demande également de réaliser les travaux de confinement des eaux d'extinction d'incendie avant le 11/07/2025, cette date correspondant au dernier calendrier des travaux transmis par l'exploitant à l'inspection, par courriel en date du 28/04/2025.

Ce dernier point pourra être vérifié par une inspection à l'issue de cette échéance.

Enfin, concernant la création du bassin de tamponnement pour les eaux pluviales, l'inspection rappelle que toute modification notable des conditions d'exploitation de l'établissement doit être portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours